

MINISTERE DES FINANCES ET DU BUDGET  
\*\*\*\*\*  
DIRECTION DE CABINET  
\*\*\*\*\*  
DIRECTION GENERALE DU BUDGET  
\*\*\*\*\*



REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE  
Unité – Dignité – Travail  
\*\*\*\*\*

05 AOUT 2024

## RAPPORT D'EXECUTION BUDGETAIRE AU DEUXIEME TRIMESTRE 2024

## INTRODUCTION

La dynamique de reddition des comptes publics se poursuit à travers la publication régulière des rapports d'exécution budgétaire de l'Etat.

Le présent rapport met à la disposition des responsables politico-administratifs, les partenaires techniques et financiers ainsi que le public en général les informations sur les finances publiques en particulier sur l'exécution du budget au 1<sup>er</sup> semestre 2024.

Ce rapport décrit le contexte dans lequel la loi des finances a été élaborée, analyse l'exécution du budget tant en recettes qu'en dépenses débouchant sur les perspectives.

### I. CONTEXTE D'ELABORATION DE LA LOI DE FINANCES 2024

Le projet de loi de finances pour l'exercice 2024, soumis à l'examen du Conseil des Ministres, est élaboré dans un contexte marqué par :

#### a) Au plan national

- une situation macroéconomique précaire, malgré la stabilisation en cours ;
- des difficultés persistantes d'approvisionnement en produits pétroliers qui n'ont pas permis le rebond de croissance économique attendu en 2023 ;
- la poursuite des discussions avec les partenaires au développement ;
- la mise en œuvre progressive de certaines recommandations du séminaire gouvernemental du mois d'août 2022 en vue de mobiliser davantage les ressources domestiques.

#### b) A l'international

- Les tensions géopolitiques latentes ont fini par entraîner le déclenchement d'une crise humanitaire coûteuse relative à la guerre en Ukraine.
- Les dégâts économiques entraînés par ce conflit, contribueront à un net ralentissement de la croissance mondiale et alimenteront l'inflation.
- Les prix des combustibles et des denrées alimentaires ont déjà augmenté en touchant les couches vulnérables de la population des pays à faible revenu.

#### i) L'environnement économique international en 2023 et les perspectives en 2024

Selon les prévisions de référence du FMI, la croissance mondiale va ralentir, passant de 3,5 % en 2022 à 3,0 % en 2023 et 2,9 % en 2024, soit bien moins que la moyenne historique (2000–19) de 3,8 %.

Le monde multipolaire court le risque de ralentissement de la croissance dans les trois principales économies du monde, à savoir : les Etats-Unis, la Chine et la zone euro.

*Aux États-Unis*, la croissance devrait ralentir, passant de 2,1% en 2022 et 2023, à 1,5% en 2024.

*En Chine*, les prévisions restent inchangées à 5,0 % pour 2023 et 4,2 % pour 2024, mais avec un changement de composition : la croissance de la consommation a évolué

globalement conformément aux Perspectives Economiques Mondiales du mois d'octobre 2023.

*Dans la zone euro*, les prévisions restent globalement inchangées et la croissance devrait chuter de 3,3% en 2022 à 0,7% en 2023 avant de remonter à 1,2% en 2024.

*En Afrique subsaharienne*, la croissance devrait baisser à 3,3% en 2023 avant de remonter à son niveau de 2022 à 4,0% en 2024.

*Pour les économies émergentes et en développement*, la croissance devrait être globalement stable à 4,0 % en 2023 et en 2024. Cette moyenne stable masque toutefois des divergences, avec environ 61% des économies de ce groupe qui connaîtront une croissance plus rapide en 2023 et le reste, y compris les pays à faible revenu.

*Dans la zone CEMAC*, les données recueillies par les services de la BEAC mettent en lumière un relatif affermissement de la reprise des économies de la CEMAC, en dépit des incertitudes persistantes liées à la COVID-19 et les tensions géopolitiques entre l'Ukraine et la Russie. L'activité économique suit néanmoins une tendance de l'évolution favorable grâce aux divers facteurs que sont : (i) la bonne tenue des cours du pétrole, (ii) une solidité de l'activité minière dans les pays producteurs, et (iii) des services consolidant leur trend haussier, notamment pour les branches hôtellerie, transports et les communications etc. En référence aux éléments ci-évoqués, le taux de croissance de l'activité dans la CEMAC, de 3,2% à fin 2022, et projeté à 2,5% à fin 2023, devrait se hisser autour de 2,9% en 2024.

## ii) L'environnement économique national

**Sur le plan national**, l'économie centrafricaine se relève progressivement de la crise des hydrocarbures qui a débuté en avril 2022, avec pour corollaire un affaissement de l'activité économique, une détérioration des finances de l'Etat, et une poussée inflationniste. Les efforts du Gouvernement, appuyés par le programme de Facilité Elargie de Crédit (FEC) du FMI, ont permis d'amorcer un processus de stabilisation qui conduirait graduellement à une accélération de l'activité économique en 2024, avec une croissance économique projetée à 1,5 % contre 1% en 2023. L'inflation quant à elle passerait de 6,5 % en 2023 à 2,7% en 2024.

## I. GRANDES ORIENTATIONS DU PROJET DU BUDGET 2024

La politique de gestion des finances publiques, traduit dans le Document du cadre budgétaire à moyen terme (2024-2026), vise la poursuite de la mobilisation des recettes et la maîtrise des dépenses. Elle met en évidence les priorités relatives à la maîtrise des charges de fonctionnement et la consolidation de la soutenabilité de l'endettement public, afin de dégager des marges budgétaires au profit des investissements structurants, des dépenses sociales et celles relatives à la défense.

Pour tenir compte de ces priorités dans le budget 2024, le Gouvernement a donné des orientations et mesures à prendre en compte en vue de répondre efficacement aux besoins des populations.

Ces priorités s'articulent autour des mesures fiscales et des orientations budgétaires suivantes :

#### **En matière des dispositions fiscales :**

- **La mise à jour des dispositions du Code général des impôts (CGI) relatives à la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA)** au regard de la Directive n°11/22-CEMAC-UEAC-010A-CM-38 du 11 novembre 2022 portant harmonisation des législations des Etats membres en matière de TVA sur :
  - l'élargissement de l'assiette pour renforcer les recettes intérieures ;
  - l'amélioration de la neutralité économique de la TVA ;
  - la modernisation du mécanisme de la TVA.
- **La délocalisation de la pénalité au taux de 10%** pour plus d'efficacité et d'efficience dans la mise en œuvre de cette sanction prévue à l'article 344 du C.G.I ;
- **L'introduction du Livre des procédures fiscales** en vue d'une meilleure appropriation des bonnes pratiques fiscales. En effet, les dispositions relatives aux diverses procédures en matière fiscale sont dispersées dans le Code Général des Impôts et rattachées à chaque nature d'impôt et taxe.

#### **En matière des dispositions douanières :**

Les mesures proposées portent sur :

- L'application du taux réduit de TVA (5%) ;
- L'application de 50% du fret aérien sur les produits importés par voie aérienne ;
- L'élargissement de l'exclusion de l'exonération sur certains produits de premières nécessités (Riz et farines) ; et
- Le dédouanement des logiciels aux taux du Tarif Extérieur Commun (TEC).

#### **En matière des dispositions des ressources et de charges :**

- Une disposition relative à l'action récursoire a été proposée. En effet, l'Etat peut engager l'action récursoire contre un agent public et une institution lorsque la responsabilité de celle-ci se trouve engagée.
- Au titre des **dispositions relatives aux abattements sur salaires** le projet de cette loi a prévu la levée progressive de la mesure en réduisant les taux passant de 10% à 5%.
- En ce qui concerne les **dispositions relatives aux frais des missions à l'extérieur**, les dispositions de l'Article 10 de la Loi n°13.004 du 21 novembre 2013, relatives aux montants de l'indemnité forfaitaire des frais de mission à l'étranger, ont été revues. Une autre nouveauté concerne le rétablissement des frais de transit.

#### **En matière des dépenses**

La nécessité est de rationaliser les dépenses de l'Etat de façon à garantir le fonctionnement optimal des services publics. A cet effet, les dépenses en infrastructures *BB*

financées sur ressources propres ainsi que les dépenses à caractère social sont prioritaires dans le cadre de l'élaboration de ce projet du budget 2024.

C'est dans ce contexte de ces différentes orientations et choix stratégiques ci-haut énumérés que les grandes masses du projet de Loi de Finances 2024 ont été arrêtées.

Les tableaux ci-après présentent respectivement les grandes masses budgétaires et de trésorerie de la Loi de Finances 2024 en milliers de francs CFA:

**Tableau n°1 : Prévisions de grandes masses budgétaires de la Loi de Finances 2024.**

Libellés	Prévisions LF 2024
<b>Ressources budgétaires</b>	<b>291 840 000</b>
<b>Ressources propres</b>	<b>160 500 000</b>
Douanes	67 500 000
Impôts	65 500 000
Trésor	27 500 000
<b>Ressources extérieures</b>	<b>131 340 000</b>
Appuis budgétaires	33 200 000
Appuis projets	98 140 000
Dons projets	91 640 000
Emprunts projets	6 500 000
<b>Charges Budgétaires</b>	<b>320 087 889</b>
<b>Dépenses primaires</b>	<b>208 215 849</b>
Dépenses de Personnel	96 165 056
Dépenses de Biens et Services	42 958 031
Dépenses de Transferts	50 647 634
Investissement sur ressources propres	18 445 128
<b>Charges Financières</b>	<b>13 732 040</b>
<b>Financement Extérieur</b>	<b>98 140 000</b>
<b>Solde budgétaire global</b>	<b>- 28 247 889</b>

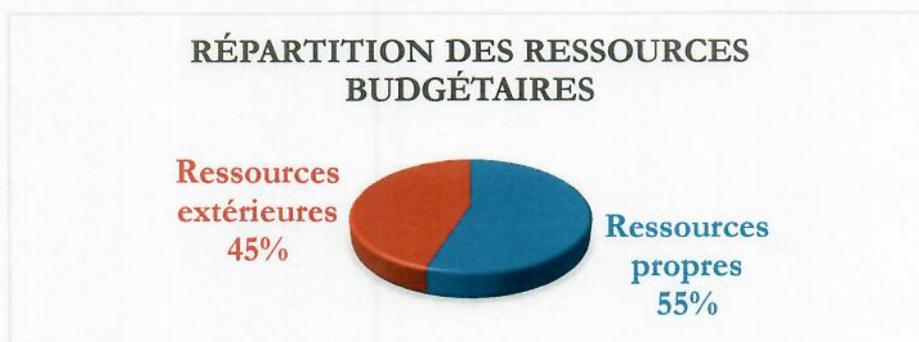
Source : LF 2024

**Tableau n°2 : Prévisions de grandes masses de trésorerie de la Loi de Finances 2024.**

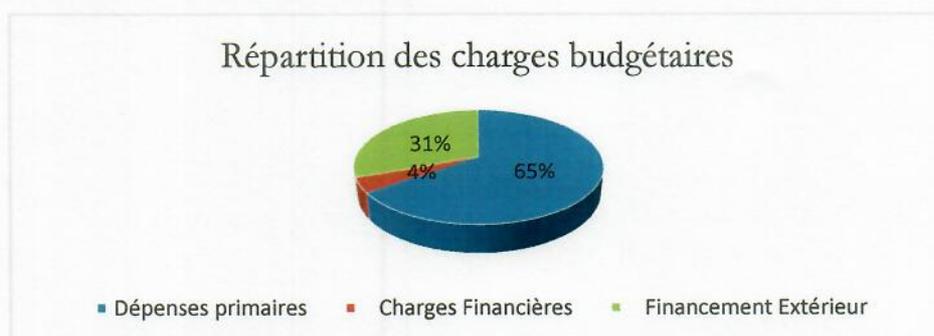
Libellés	Prévisions LF 2024
<b>Ressources de trésorerie</b>	<b>200 000 000</b>
Titres publics	200 000 000
<b>Charges de trésorerie</b>	<b>58 672 000</b>
Remboursements emprunts extérieurs	5 573 000
Remboursements dette intérieure	3 573 000
Contrepartie DTS/FMI	21 026 000
Remboursements Titres publics	28 500 000
<b>Solde de Trésorerie</b>	<b>141 328 000</b>

Source : LF 2024

**Figure n° 1 : Répartition des Ressources budgétaires**



**Figure n° 2 : Répartition des Charges budgétaires**



## II. ANALYSE DE L'EXECUTION BUDGETAIRE

### II.1. Les ressources budgétaires

Au 1<sup>er</sup> semestre 2024, sur une prévision annuelle de 291,84 milliards de francs CFA, les ressources budgétaires sont mobilisées à hauteur de 124,03 milliards de francs CFA constituées de ressources propres (80,72 milliards de francs CFA) et de ressources extérieures (43,31 milliards de francs CFA), soit un taux de mobilisation de 42,50%. En comparaison à la mobilisation de la même période de l'année dernière, une hausse de 14,61% a été constatée. Cette hausse se justifie par une augmentation des recettes domestiques et des appuis-projets.

Le tableau ci-dessous met en exergue la mobilisation des ressources budgétaires à fin juin 2024 :

**Tableau n°3 : Mobilisation des ressources budgétaires au 1<sup>er</sup> semestre 2024 (en milliers de francs CFA)**

	Réalisation au 1 <sup>er</sup> semestre 2023	Prévision 2024	Réalisation au 1 <sup>er</sup> trimestre 2024	Réalisation au 2 <sup>e</sup> trimestre 2024	Réalisation au 1 <sup>er</sup> semestre 2024	Taux de réalisation
<b>RESSOURCES BUDGETAIRES</b>	108 216 914	291 840 000	51 015 977	73 015 216	124 031 193	42,50%
<b>Ressources propres</b>	67 386 000	160 500 000	38 987 000	41 733 000	80 720 000	50,29%
Douanes	25 534 000	67 500 000	13 353 000	13 568 000	26 921 000	39,88%
Impôts	27 111 000	65 500 000	16 268 000	15 584 000	31 852 000	48,63%
Trésor	14 741 000	27 500 000	9 366 000	12 581 000	21 947 000	79,81%
<b>Ressources extérieures</b>	40 830 914	131 340 000	12 028 977	31 282 216	43 311 193	32,98%
Appuis budgétaires (DTS FMI)	24 281 000	33 200 000	6 510 000	15 580 000	22 090 000	66,54%
Appuis projets	16 549 914	98 140 000	5 518 977	15 702 216	21 221 193	21,62%
<i>Dans projets</i>	16 549 914	91 640 000	5 518 977	15 702 216	21 221 193	23,16%
<i>Emprunts projets</i>		6 500 000				0,00%

**Sources : LF 2024, DGTCP (PLT), MEPCI**

### 1) Les ressources propres

A fin juin 2024, les différentes régies ont mobilisé la somme de 80,72 milliards de francs sur une prévision de 160,50 milliards de francs CFA, soit un taux de recouvrement de 50,29%, légèrement supérieur à la cible visée. En comparaison à la mobilisation du 1<sup>er</sup> semestre 2023, une hausse de 19,79% a été constatée. Cette hausse se justifie par les efforts déployés par toutes les différentes régies.

L'analyse des recouvrements par régie est faite dans la partie suivante :

#### ➤ La Direction Générale des Douanes et des Droits Indirects (DGDDI)

Au 1<sup>er</sup> semestre 2024, la DGDDI a recouvré la somme de 26,92 milliards de francs CFA sur une prévision annuelle de 67,50 milliards de francs CFA, soit un taux de recouvrement de 39,88% inférieur à la cible souhaitée. Il faut noter que ce taux aurait dû être important si les exonérations qui s'élèvent à hauteur de 35,53 milliards de francs CFA ont été maîtrisées.

En dépit de ce faible taux de mobilisation, une hausse de 05,43% a été observée en comparaison à la mobilisation de la même période de l'année dernière. Cette hausse se justifie par une mobilisation plus importante des recettes affectées et des amendes et pénalités.

Le tableau ci-après présente les recettes de la DGDDI par nature économique en milliers de francs CFA :

**Tableau n°4 : Situation des recettes de la DGDDI au 1<sup>er</sup> semestre.**

	Réalisation au 1 <sup>er</sup> semestre 2023	Prévision 2024	Réalisation au 1 <sup>er</sup> trimestre 2024	Réalisation au 2 <sup>e</sup> trimestre 2024	Réalisation au 1 <sup>er</sup> semestre 2024	Taux de réalisation
<b>Recettes fiscales</b>	23 390 955	58 649 979	11 068 625	11 243 776	22 312 401	38,04%
<b>Droits de sorties</b>	438 426	895 848	489 766	239 788	729 555	81,44%
<b>Amendes et pénalités</b>	105 113	163 372	634 366	369 132	1 003 498	614,24%
<b>Recettes affectées</b>	1 100 281	6 173 564	811 567	1 346 683	2 158 250	34,96%
<b>Autres Recettes</b>	499 225	1 617 237	348 676	368 621	717 297	44,35%
<b>TOTAL</b>	<b>25 534 000</b>	<b>67 500 000</b>	<b>13 353 000</b>	<b>13 568 000</b>	<b>26 921 000</b>	<b>39,88%</b>

Sources : DGDDI, PLT

➤ **La Direction Générale des Impôts et des Domaines (DGID)**

Au 30 juin 2024, sur une prévision de 65,50 milliards de francs CFA, la DGID a recouvré un montant de 31,85 milliards de francs CFA, soit un taux de recouvrement de 48,63%, inférieur à la cible souhaitée. Il faut souligner que le niveau de recouvrement devait être plus important si les retenues sur salaires et les recettes mobilisées au Ministère des Mines étaient comptabilisées sur les performances de la DGID.

En comparaison au niveau de recouvrement du 1<sup>er</sup> semestre de l'année dernière, une hausse de 17,49% a été observée justifiées par une augmentation importante des recettes fiscales et non fiscales.

Le tableau ci-dessous montre les réalisations de la DGID par nature économique au 1<sup>er</sup> semestre 2024 en milliers de francs CFA :

**Tableau n°5 : Situation des recettes de la DGID au 1<sup>er</sup> semestre 2024**

	Réalisation au 1 <sup>er</sup> semestre 2023	Prévision 2024	Réalisation au 1 <sup>er</sup> trimestre 2024	Réalisation au 2 <sup>e</sup> trimestre 2024	Réalisation au 1 <sup>er</sup> semestre 2024	Taux de réalisation
<b>Recettes fiscales</b>	24 255 541	57 942 000	13 862 239	13 349 873	27 212 112	46,96%
<b>Recettes non fiscales</b>	2 256 573	5 911 250	2 082 137	1 673 330	3 755 467	63,53%
<b>Recettes sur exercices antérieurs</b>		517 750	198 857	424 503	623 360	120,40%
<b>Produits divers et exceptionnels</b>	598 886	1 129 000	124 767	136 294	261 061	23,12%
<b>TOTAL</b>	<b>27 111 000</b>	<b>65 500 000</b>	<b>16 268 000</b>	<b>15 584 000</b>	<b>31 852 000</b>	<b>48,63%</b>

Sources : DGID, PLT

➤ **La Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DGTCP)**

A fin juin 2024, la DGTCP a mobilisé au total 21,95 milliards de francs CFA sur une prévision de 27,50 milliards de francs CFA, soit un taux de mobilisation de 79,81%. En comparaison à la mobilisation de l'année dernière à la même période, une hausse de 48,88% a été constatée. Cette hausse s'explique par l'augmentation des recettes non fiscales et des produits exceptionnels.

Le tableau ci-après retrace la situation de la mobilisation des recettes de la DGTCP à fin juin 2024 en milliers de francs CFA :

**Tableau n°6 : Situation des recettes de la DGTCP au 30 juin 2024**

	Réalisation au 1er semestre 2023	Prévision 2024	Réalisation au 1er trimestre 2024	Réalisation au 2e trimestre 2024	Réalisation au 1er semestre 2024	Taux réalisation
Recettes non fiscales	4 819 000	21 800 000	4 276 595	10 469 530	14 746 125	67,64%
Produits exceptionnels	7 139 000	500 000	4 200 100	1 201 467	5 401 567	1080,31%
Taxes et Redevances	905 000	4 400 000	464 100	218 003	682 103	15,50%
Produits financiers	1 878 000	800 000	425 205	692 000	1 117 205	139,65%
<b>TOTAL</b>	<b>14 741 000</b>	<b>27 500 000</b>	<b>9 366 000</b>	<b>12 581 000</b>	<b>21 947 000</b>	<b>79,81%</b>

Source : PLT

## 2) Les ressources extérieures

Au 1<sup>er</sup> semestre 2024, la mobilisation des ressources extérieures s'élève à hauteur de 43,31 milliards de francs CFA sur une prévision de 131,34 milliards de francs CFA soit un taux de mobilisation de 32,98% en deçà de la cible.

Cette mobilisation est constituée des Appuis budgétaires (22,09 milliards de francs CFA) et des Appuis projets (21,22 milliards de francs CFA). En comparaison à la mobilisation de l'année dernière à la même période, une hausse de 6,07% a été constatée.

## II.2. Exécution des dépenses budgétaires

Au 1<sup>er</sup> semestre 2024, sur une prévision annuelle de 320,09 milliards de francs CFA, les dépenses de l'Etat ont été exécutées à hauteur de 108,93 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution 34,03%.

Ce faible niveau d'exécution est plus important sur les rubriques des dépenses des Biens et Services et les dépenses sur financements extérieurs.

Le tableau suivant décrit l'exécution des dépenses budgétaires de l'Etat en milliers de francs CFA au 1<sup>er</sup> semestre 2024 :

**Tableau n°7 : Exécution des dépenses budgétaires par titre au 30 juin 2024**

	Réalisation au 1er semestre 2023	Prévision 2024	Réalisation au 1er trimestre 2024	Réalisation au 2e trimestre 2024	Réalisation au 1er semestre 2024	Taux de réalisation
<b>CHARGES BUDGETAIRES</b>	<b>99 740 102</b>	<b>320 087 889</b>	<b>50 787 188</b>	<b>58 139 395</b>	<b>108 926 583</b>	<b>34,03%</b>
Charges Financières	730 569	13 732 040			-	0,00%
Personnel	46 320 419	96 165 056	24 617 181	22 208 310	46 825 491	48,69%
Biens et Services	14 763 819	42 958 031	6 277 075	6 152 184	12 429 259	28,93%
Transferts et subventions	19 118 954	50 647 634	12 037 879	9 303 620	21 341 499	42,14%
Investissement	18 806 341	116 585 128	7 855 053	20 475 281	28 330 334	24,30%
<i>Sur ressources propres</i>	2 256 427	18 445 128	2 336 076	4 773 065	7 109 141	38,54%
<i>Sur ressources extérieures</i>	16 549 914	98 140 000	5 518 977	15 702 216	21 221 193	21,62%

Sources : DGB, MEPCI

## II.1.1) Les dépenses ordinaires

### a) Les charges Financières

Les charges financières sont des opérations de trésorerie et leur exécution budgétaire est prise en compte après la régularisation de celles-ci par la Direction Générale du Budget. Au 1<sup>er</sup> semestre 2024, aucune opération de régularisation des charges financières n'a été effectuée due à l'absence des informations y relatives.

### b) Les Dépenses du Personnel

Sur une prévision de 96,16 milliards de francs CFA, les dépenses du personnel au 1<sup>er</sup> semestre 2024 s'élèvent à hauteur de 46,82 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 48,69%. En comparaison à l'exercice de la même période de l'année dernière, une légère hausse de 1,09% a été constatée.

### c) Les dépenses des biens et services

A fin juin 2024, sur une prévision de 42,96 milliards de francs CFA, les dépenses de biens et services ont été exécutées à hauteur de 12,43 milliards de francs CFA correspondant à un taux d'exécution de 28,93%. En comparaison à l'exécution du 1<sup>er</sup> semestre de l'année 2023, une baisse de 15,81% a été observée.

### d) Les dépenses de transferts

Au 1<sup>er</sup> semestre 2024, les dépenses de transferts sont exécutées à l'ordre de 21,34 milliards de francs CFA sur une prévision annuelle de 50,65 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 42,14%. En comparaison à l'exercice de l'année dernière de la même période, une hausse de 11,62% a été constatée.

## II.2.1) Les dépenses d'investissement

Au 1<sup>er</sup> semestre 2024, les dépenses d'investissement sont exécutées à hauteur de 28,33 milliards de francs CFA sur une prévision annuelle de 116,58 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 24,30%. On distingue les dépenses d'investissement sur ressources propres et celles sur ressources extérieures.

Au cours de ce semestre, les dépenses d'investissement sur ressources propres sont exécutées à l'ordre de 7,11 milliards de francs CFA sur une prévision de 18,44 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 38,54%.

S'agissant des dépenses d'investissement sur ressources extérieures, elles sont exécutées à hauteur de 21,22 milliards de francs CFA sur une prévision de 98,14 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 21,62%.

A titre de comparaison par rapport à l'exercice budgétaire de l'année dernière de la même période, l'exécution des dépenses d'investissement a connu une hausse de 50,64% malgré son faible niveau d'exécution.

### III. SITUATION D'EXECUTION DES RESSOURCES ET CHARGES DE TRESORERIE

#### III.1. Les ressources de trésorerie

Le Gouvernement a prévu au cours de l'année 2024 de faire recours aux ressources de trésorerie à hauteur de 200 milliards de francs CFA constituées uniquement de Titres publics (Bon de Trésor) en vue de combler le déficit budgétaire. Au 1<sup>er</sup> semestre 2024, 76,82 milliards de francs CFA ont été mobilisés représentant un taux de mobilisation de 38,41%.

#### III.2. Exécution des dépenses à charge de trésorerie

Au 1<sup>er</sup> semestre 2024, sur une prévision de 58,67 milliards de francs CFA, les dépenses à charge de trésorerie ont été exécutées à hauteur de 79,17 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de plus de 130%.

Les détails des dépenses à charge de trésorerie sont récapitulés dans le tableau ci-dessous :

**Tableau n°8 : Récapitulatif des dépenses à charge de trésorerie au 30 juin 2024 (en milliers de francs CFA)**

	Prévisions 2024	Réalisations au 1 <sup>er</sup> trimestre 2024	Réalisations au 2 <sup>e</sup> trimestre 2024	Réalisations au 1 <sup>er</sup> semestre 2024	Taux
<b>Charges de trésorerie</b>	<b>58 672 000</b>	<b>9 752 000</b>	<b>69 419 000</b>	<b>79 171 000</b>	134,94%
Remboursements emprunts extérieurs	5 573 000	1 206 000	4 123 000	5 329 000	95,62%
Remboursements dette intérieure	3 573 000	1 534 000	27 072 000	28 606 000	800,62%
Contrepartie DTS/FMI	21 026 000				0,00%
Remboursements Titres publics	28 500 000	7 012 000	38 224 000	45 236 000	158,72%

**Sources : LF 2024, PLT**

### IV) Analyse des dépenses spécifiques

#### IV.1. Analyse des dépenses exécutées par Ordre de Paiement (OP)

Les dépenses exécutées par Ordre de Paiement sont des dépenses liées aux frais d'évacuations sanitaires, de réception des personnalités, des missions et d'organisations des cérémonies officielles.

Au 1<sup>er</sup> semestre 2024, le montant des dépenses exécutées par Ordre de Paiement s'élève à hauteur de 4,81 milliards de francs CFA.

Le tableau suivant décrit les dépenses exécutées par OP en milliers de francs CFA :

**Tableau n°9 : Situation des dépenses exécutées par Ordre de Paiement au 1<sup>er</sup> semestre 2024**

Nature des dépenses	Exécution OP au 1er semestre 2023	Prévision 2024	Exécution OP au 1er trimestre 2024	Exécution OP au 2e trimestre 2024	Exécution OP au 1er semestre 2024	Taux d'exécution
Charges Financières		13 732 040			-	0,00%
Biens et services	5 742 096	42 958 031	1 604 271	1 842 551	3 446 822	3,73%
Intervention	572 873	50 647 634	581 749	778 856	1 360 605	1,15%
Investissement sur BEC		18 445 128			-	0,00%
Autres Dépenses					-	
<b>Total</b>	<b>6 314 969</b>	<b>125 782 833</b>	<b>2 186 020</b>	<b>2 621 407</b>	<b>4 807 427</b>	<b>1,74%</b>

Source : DGB

#### IV.2. Dépenses par Classification Fonctionnelle de l'Administration Publique (CFAP)

La classification fonctionnelle consiste à classer les dépenses budgétaires selon leurs objets socio-économiques, à les recenser selon leur origine ou selon leur destination. Cette classification permet d'apprécier ou d'évaluer l'exécution du budget conformément aux priorités du Gouvernement.

Pour l'année 2024, les secteurs prioritaires du Gouvernement sont la Défense, la Sécurité, les Infrastructures, l'Education et la Santé.

Au 1<sup>er</sup> semestre 2024, aucun des secteurs prioritaire n'a atteint un niveau d'exécution satisfaisant. Seuls les secteurs de la « *Défense* » et de « *l'Enseignement* » ont dépassés le seuil de 34% atteignant respectivement les taux de 34,17% et 34,74%.

Le secteur des infrastructures (*Logements et équipements collectifs*) a affiché un taux d'exécution de 26,97%.

Les secteurs de la « *Santé* » et de la « *Sécurité* » ont affiché un très faible niveau d'exécution atteignant respectivement 19,46% et 19,08%.

Toutefois, d'autres secteurs non prioritaires notamment la « *Protection de l'environnement* » et « *Loisirs, culture et culte* » ont affiché un niveau d'exécution supérieur à ceux qui sont prioritaires atteignant respectivement 39,74% et 42,94%.

**Tableau n°10 : Récapitulatifs des dépenses par Classification Fonctionnelle de l'Administration Publique au 30 juin 2024 (en milliers de francs CFA)**

Code CFAP	Intitulé fonction	Prévision LFI	Engagé	Taux
01	Services généraux des administrations publiques	211 584 591	46 607 990	22,03%
02	Défense	24 087 310	8 231 662	34,17%
03	Ordre et sécurité publics	13 910 241	2 653 914	19,08%
04	Affaires économiques	36 748 443	1 705 574	4,64%
05	Protection de l'environnement	101 000	40 137	39,74%
06	Logements et équipements collectifs	1 567 750	422 822	26,97%
07	Santé	6 459 595	1 256 797	19,46%
08	Loisirs, culture et culte	2 121 057	910 784	42,94%
09	Enseignement	23 284 519	8 088 785	34,74%
10	Protection sociale	232 683	88 669	38,11%
TOTAL		320 097 188	70 007 136	21,87%

**Source : DGB**

### IV.3. Analyse des dépenses sociales

Les dépenses sociales recouvrent les dépenses des ministères de l'Education, de la Santé, de l'Action Humanitaire, de la Promotion du Genre, du Développement Rural, de l'Elevage et de la Santé Animale, de l'Energie et des PME- PMI.

Les dépenses des budgets de ces départements sont suivies dans le cadre des programmes conclus avec les partenaires techniques et financiers et comportent chacune des indicateurs. Le montant global de prévision des dépenses sociales s'élève à 107,50 milliards de francs CFA et leur exécution au 1<sup>er</sup> semestre 2024 se chiffre à 26,20 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 24,37%.

Par ailleurs, les tableaux récapitulatifs de l'exécution des dépenses par Titre de tous les Départements et Institutions de la République sont annexés au présent rapport.

L'analyse des dépenses sociales est faite selon les titres du Personnel, de Biens et Services, de Transferts et d'investissement.

#### a) Personnel

Au 30 juin 2024, l'exécution des dépenses pour le traitement du personnel s'élève à hauteur de 11,42 milliards de francs CFA sur une prévision de 25,92 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 44,07%.

#### b) Biens et Services

Pour une prévision globale 12,15 milliards de francs CFA, l'exécution des dépenses des biens et services du secteur social se chiffre à 3,06 milliards de francs CFA soit un taux d'exécution de 25,22%.

### c) Transferts

Au 1<sup>er</sup> semestre 2024, sur une prévision annuelle de 9,29 milliards de francs CFA, l'exécution des dépenses de transferts a atteint le montant de 3,27 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 35,23%.

### d) Investissement

L'Exécution des dépenses d'investissement des secteurs sociaux au 1<sup>er</sup> semestre 2024 s'élève à 8,44 milliards de francs CFA sur une prévision annuelle de 60,14 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 14,04%.

Le tableau suivant met en exergue les dépenses (en milliers de francs CFA) au profit des secteurs sociaux :

**Tableau n°11 : Récapitulatif des dépenses sociales au 1<sup>er</sup> semestre 2024**

	Dotation 2024	Réalisations au 1er Trimestre 2024	Réalisations au 2e Trimestre 2024	Réalisations au 1er semestre 2024	Taux d'exécution
<b>Education</b>	<b>33 677 074</b>	<b>6 418 928</b>	<b>5 002 863</b>	<b>11 421 791</b>	<b>33,92%</b>
Titre II: Personnel	18 360 843	3 962 434	4 140 425	8 102 859	44,13%
Titre III: Biens et Services	4 135 231	1 375 749	332 569	1 708 318	41,31%
Titre IV: Transferts	3 302 000	755 745	309 873	1 065 618	32,27%
Titre V: Investissements	7 879 000	325 000	219 996	544 996	6,92%
<i>Sur ressources propres</i>	2 029 000	325 000	219 996	544 996	26,86%
<i>Sur ressources extérieures</i>	5 850 000			-	
<b>Santé</b>	<b>23 231 022</b>	<b>2 825 379</b>	<b>4 569 598</b>	<b>7 394 977</b>	<b>31,83%</b>
Titre II: Personnel	5 073 162	819 423	1 308 151	2 127 574	41,94%
Titre III: Biens et Services	6 770 342	206 453	780 381	986 834	14,58%
Titre IV: Transferts	2 917 000	517 618	646 489	1 164 107	39,91%
Titre V: Investissements	8 470 518	1 281 885	1 834 577	3 116 462	36,79%
<i>Sur ressources propres</i>	470 518		60 493	60 493	12,86%
<i>Sur ressources extérieures</i>	8 000 000	1 281 885	1 774 084	3 055 969	38,20%
<b>Action Humanitaire</b>	<b>2 059 287</b>	<b>115 082</b>	<b>129 141</b>	<b>244 223</b>	<b>11,86%</b>
Titre II: Personnel	270 874	65 284	69 815	135 099	49,88%
Titre III: Biens et Services	132 663	7 861	28 081	35 942	27,09%
Titre IV: Transferts	522 750	41 937	31 245	73 182	14,00%
Titre V: Investissements	1 133 000	-	-	-	0,00%
<i>Sur ressources propres</i>	133 000			-	
<i>Sur ressources extérieures</i>	1 000 000			-	
<b>Promotion du Genre</b>	<b>2 043 947</b>	<b>114 062</b>	<b>189 483</b>	<b>303 545</b>	<b>14,85%</b>
Titre II: Personnel	410 397	89 735	96 193	185 928	45,30%
Titre III: Biens et Services	145 950	750	31 178	31 928	21,88%
Titre IV: Transferts	279 600	23 577	12 125	35 702	12,77%
Titre V: Investissements	1 208 000	-	49 987	49 987	4,14%
<i>Sur ressources propres</i>	108 000		49 987	49 987	46,28%

<i>Sur ressources extérieures</i>	1 100 000			-	
<b>Développement Rural</b>	<b>28 442 107</b>	<b>2 164 034</b>	<b>3 431 327</b>	<b>5 595 361</b>	<b>19,67%</b>
Titre II: Personnel	808 648	192 266	192 688	384 954	23,78%
Titre III: Biens et Services	300 787	2 425	33 769	36 194	0,81%
Titre IV: Transferts	1 853 665	403 437	419 688	823 125	21,76%
Titre V: Investissements	25 479 007	1 565 906	2 785 182	4 351 088	6,15%
<i>Sur ressources propres</i>	679 007		371 674	371 674	0,00%
<i>Sur ressources extérieures</i>	24 800 000	1 565 906	2 413 508	3 979 414	6,31%
<b>Élevage et Santé Animale</b>	<b>773 747</b>	<b>122 805</b>	<b>193 570</b>	<b>316 375</b>	<b>40,89%</b>
Titre II: Personnel	422 843	98 306	103 084	201 390	47,63%
Titre III: Biens et Services	132 025		31 994	31 994	24,23%
Titre IV: Transferts	142 379	20 000	20 000	40 000	28,09%
Titre V: Investissements	76 500	4 499	38 492	42 991	56,20%
<i>Sur ressources propres</i>	76 500	4 499	38 492	42 991	56,20%
<i>Sur ressources extérieures</i>				-	
<b>Énergie</b>	<b>16 741 832</b>	<b>171 974</b>	<b>514 853</b>	<b>686 827</b>	<b>4,10%</b>
Titre II: Personnel	281 482	67 211	68 582	135 793	48,24%
Titre III: Biens et Services	490 950	71 163	146 271	217 434	44,29%
Titre IV: Transferts	134 400	33 600		33 600	25,00%
Titre V: Investissements	15 835 000	-	300 000	300 000	1,89%
<i>Sur ressources propres</i>	2 635 000		300 000	300 000	11,39%
<i>Sur ressources extérieures</i>	13 200 000			-	
<b>PME-PMI</b>	<b>529 815</b>	<b>109 500</b>	<b>129 188</b>	<b>238 688</b>	<b>45,05%</b>
Titre II: Personnel	292 433	74 888	74 435	149 323	51,06%
Titre III: Biens et Services	41 500		15 870	15 870	38,24%
Titre IV: Transferts	138 450	34 612	2 548	37 160	26,84%
Titre V: Investissements	57 432	-	36 335	36 335	63,27%
<i>Sur ressources propres</i>	57 432		36 335	36 335	63,27%
<i>Sur ressources extérieures</i>				-	
<b>Total Personnel</b>	<b>25 920 682</b>	<b>5 369 547</b>	<b>6 053 373</b>	<b>11 422 920</b>	<b>44,07%</b>
<b>Total Biens et Services</b>	<b>12 149 448</b>	<b>1 664 401</b>	<b>1 400 113</b>	<b>3 064 514</b>	<b>25,22%</b>
<b>Total Transferts</b>	<b>9 290 244</b>	<b>1 830 526</b>	<b>1 441 968</b>	<b>3 272 494</b>	<b>35,23%</b>
<b>Total Investissements</b>	<b>60 138 457</b>	<b>3 177 290</b>	<b>5 264 569</b>	<b>8 441 859</b>	<b>14,04%</b>
<i>Sur ressources propres</i>	<b>6 188 457</b>	<b>329 499</b>	<b>1 076 977</b>	<b>1 406 476</b>	<b>22,73%</b>
<i>Sur ressources extérieures</i>	<b>53 950 000</b>	<b>2 847 791</b>	<b>4 187 592</b>	<b>7 035 383</b>	<b>13,04%</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>107 498 831</b>	<b>12 041 764</b>	<b>14 160 023</b>	<b>26 201 787</b>	<b>24,37%</b>

Sources : DGB, MEPCI

V) Analyse des principaux soldes et indicateurs de performance de la gestion budgétaire.

### V.1. Solde global et solde primaire

Au 1<sup>er</sup> semestre 2024, les ressources et les charges budgétaires globales ont été mobilisées respectivement à hauteur de 118,51 milliards de francs CFA et 103,40 milliards de francs CFA.

Ce qui donne un solde budgétaire global excédentaire d'un montant de 15,11 milliards de francs CFA.

S'agissant des ressources propres, elles ont été mobilisées à hauteur de 80,72 milliards de francs CFA.

Quant aux dépenses primaires, elles se chiffrent à hauteur de 87,70 milliards de francs CFA, dégageant un solde primaire déficitaire de l'ordre de 6,98 milliards de CFA.

Le tableau suivant décrit les détails qui conduisent à la détermination de ces soldes :

**Tableau n°12 : Tableau récapitulatif des soldes budgétaires au 1<sup>er</sup> semestre 2024 (en milliers de francs CFA)**

	Prévision 2024	Réalisation au 1 <sup>er</sup> trimestre 2024	Réalisation au 2 <sup>e</sup> trimestre 2024	Réalisation au 1 <sup>er</sup> semestre 2024	Taux de réalisation
<b>RESSOURCES</b>	<b>291 840 000</b>	<b>51 015 977</b>	<b>67 496 239</b>	<b>118 512 216</b>	<b>40,61%</b>
<b>Ressources propres</b>	<b>160 500 000</b>	<b>38 987 000</b>	<b>41 733 000</b>	<b>80 720 000</b>	<b>50,29%</b>
Douanes	67 500 000	13 353 000	13 568 000	26 921 000	39,88%
Impôts	65 500 000	16 268 000	15 584 000	31 852 000	48,63%
Trésor	27 500 000	9 366 000	12 581 000	21 947 000	79,81%
<b>Ressources extérieures</b>	<b>131 340 000</b>	<b>12 028 977</b>	<b>25 763 239</b>	<b>37 792 216</b>	<b>28,77%</b>
Appuis budgétaires	33 200 000	6 510 000	15 580 000	22 090 000	66,54%
Appuis projets	98 140 000	5 518 977	10 183 239	15 702 216	16,00%
<i>Dons projets</i>	91 640 000	5 518 977	10 183 239	15 702 216	17,13%
<i>Emprunts projets</i>	6 500 000			-	0,00%
<b>CHARGES</b>	<b>320 087 889</b>	<b>50 784 188</b>	<b>52 620 418</b>	<b>103 404 606</b>	<b>32,31%</b>
<b>Dépenses primaires</b>	<b>208 215 849</b>	<b>45 268 211</b>	<b>42 437 179</b>	<b>87 705 390</b>	<b>42,12%</b>
Personnel	96 165 056	24 617 181	22 208 310	46 825 491	48,69%
Biens et Services	42 958 031	6 277 075	6 152 184	12 429 259	28,93%
Transferts et subventions	50 647 634	12 037 879	9 303 620	21 341 499	42,14%
Investissement sur ressources propres	18 445 128	2 336 076	4 773 065	7 109 141	38,54%
<b>Charges Financières</b>	<b>13 732 040</b>			-	0,00%
Financements extérieurs	98 140 000	5 515 977	10 183 239	15 699 216	16,00%
<b>Solde budgétaire global</b>	<b>- 28 247 889</b>	<b>231 789</b>	<b>14 875 821</b>	<b>15 107 610</b>	
<b>Solde primaire</b>	<b>- 47 715 849</b>	<b>- 6 281 211</b>	<b>- 704 179</b>	<b>- 6 985 390</b>	

Sources : DGB, DGTCP, PLT, MEPCI

## V.2. Solde de trésorerie

Au 30 juin 2024, les ressources et les charges de trésorerie ont été mobilisées respectivement à hauteur de 76,82 milliards de francs CFA et 79,17 milliards de francs CFA. Ce qui donne un solde de trésorerie déficitaire d'un montant de 2,35 milliards de francs CFA.

Le tableau suivant décrit les détails qui conduisent à la détermination du solde de trésorerie (en milliers de francs CFA) :

**Tableau n°13 : Tableau récapitulatif du solde de trésorerie au 1<sup>er</sup> semestre 2024**

	Prévisions 2024	Réalisations au 1 <sup>er</sup> trimestre 2024	Réalisations au 2 <sup>e</sup> trimestre 2024	Réalisations au 1 <sup>er</sup> semestre 2024	Taux
<b>Ressources de trésorerie</b>	<b>200 000 000</b>	<b>18 468 000</b>	<b>58 356 000</b>	<b>76 824 000</b>	<b>38,41%</b>
Titres publics	200 000 000	18 468 000	58 356 000	76 824 000	38,41%
<b>Charges de trésorerie</b>	<b>58 672 000</b>	<b>9 752 000</b>	<b>69 419 000</b>	<b>79 171 000</b>	<b>134,94%</b>
Remboursements emprunts extérieurs	5 573 000	1 206 000	4 123 000	5 329 000	95,62%
Remboursements dette intérieure	3 573 000	1 534 000	27 072 000	28 606 000	800,62%
Contrepartie DTS/FMI	21 026 000				0,00%
Remboursements Titres publics	28 500 000	7 012 000	38 224 000	45 236 000	158,72%
<b>Solde de Trésorerie</b>	<b>141 328 000</b>	<b>8 716 000</b>	<b>- 11 063 000</b>	<b>- 2 347 000</b>	

Source : PLT

#### IV. DIFFICULTES RENCONTREES ET PERSPECTIVES

De l'analyse des rapports sur la situation d'exécutions du budget des ministères et institutions, il ressort les difficultés suivantes :

- L'instabilité du réseau informatique relative aux coupures intempestives de l'électricité ne facilite pas l'exploitation du logiciel de la gestion budgétaire et comptable Sim\_Ba ;
- Le non-respect des délais d'exécutions par certains fournisseurs ;
- Le non-respect des délais de transmissions des pièces justificatives des dépenses par certains bénéficiaires des subventions et caisses d'avances ;
- L'impact négatif de l'insécurité dans certaines zones du pays sur le recouvrement des recettes.

Au titre des perspectives, la Direction Générale du Budget envisage de poursuivre la formation sur le renforcement de capacités des acteurs de la chaîne des dépenses publiques. Par ailleurs, compte tenu du faible niveau de mobilisation de recettes le Gouvernement envisage d'aller au collectif budgétaire afin de réviser les prévisions initiales.



**Amélie Jeannine BEHOROU**  
Directrice Générale du Budget

## Annexe 1 : Dépenses du personnel au 1er semestre 2024

Code	Institution / Ministère	Dépenses du personnel		
		Engagé	Ordonnancé	Payé
00	DEPENSES NON REPARTIES PAR CHAPITRES			
01	PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	1 527 171	1 527 171	1 288 691
02	ASSEMBLEE NATIONALE	102 614	102 614	89 045
03	PRIMATURE	491 665	491 665	409 799
04	COUR CONSTITUTIONNELLE	240 275	240 275	87 346
05	CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL	63 813	63 813	37 361
06	HAUT CONSEIL DE LA COMMUNICATION	69 554	69 554	58 753
07	CONSEIL NATIONAL DE MEDIATION	67 198	67 198	60 069
08	HAUTE COUR DE JUSTICE	-	-	
09	HAUTE AUTORITE CHARGEE DE LA BONNE GOUV	119 853	119 853	98 456
10	AUTORITE NATIONALE DES ELECTIONS	364	364	432
12	MINISTERE CHARGE DU SGG	206 306	206 306	181 852
13	MINISTERE DE LA JUSTICE	1 694 188	1 694 188	1 358 610
14	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION DU TERRITOIRE	499 475	499 475	452 120
15	MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES	1 449 566	1 449 566	1 184 562
21	MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE	18 826 664	18 826 664	16 724 400
22	MINISTERE CHARGE DU DDRR	102 002	102 002	92 507
23	MINISTERE DE L'INTERIEUR	4 298 679	4 298 679	3 906 582
30	MINISTERE DES FINANCES ET DU BUDGET	2 382 950	2 379 450	2 051 663
31	MINISTERE DE L'ECONOMIE, DU PLAN ET DE LA COOP	308 678	308 678	302 589
32	MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE	284 611	284 611	256 167
33	MINISTERE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI	171 140	171 140	154 000
40	MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE	5 864 362	5 864 362	6 048 759
41	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	2 238 497	2 237 610	1 811 978
50	MINISTERE DE LA COMMUNICATION ET DES MEDIAS	170 524	170 524	153 163
51	MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA JEUNESSE	256 559	256 559	228 365
60	MINISTERE DE LA SANTE ET DE LA POPULATION	2 127 574	2 078 102	1 592 839
70	MINISTERE DE L'ACTION HUMANITAIRE	135 099	135 099	116 467
71	MINISTERE DE LA PROMOTION DU GENRE	185 928	185 928	166 747
80	MINISTERE DE L'EQUIPEMENT ET DES TP	184 302	184 302	165 192
81	MINISTERE DE L'URBANISME	219 539	219 539	196 906
82	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT	216 032	216 032	194 252
83	MINISTERE DES MINES ET DE LA GEOLOGIE	184 462	184 462	164 567
84	MINISTERE DU DEVELOPPEMENT DE L'ENERGIE	135 793	135 793	122 192
85	MINISTERE DE L'ECONOMIE NUMERIQUE	194 094	194 094	144 281
90	MINISTERE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE	320 730	320 730	249 096
91	MINISTERE DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES	149 323	149 323	134 949
92	MINISTERE DE L'AGRICULTURE	384 954	384 954	346 055
93	MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA SANTE ANIMALE	201 390	201 390	180 566
94	MINISTERE DES EAUX, FORETS, CHASSE ET PECHE	371 155	371 155	342 075
95	MINISTERE DU TOURISME	213 643	213 643	191 975
96	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DE L'AVIATION CIVILE	169 765	169 765	150 069
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>46 830 492</b>	<b>46 776 632</b>	<b>41 495 497</b>

03

## Annexe 2 : Dépenses des Biens et Services au 1er semestre 2024

Code	Institution / Ministère	Dépenses des biens et services		
		Engagé	Ordonnancé	Payé
00	DEPENSES NON REPARTIES PAR CHAPITRES	2 324 836	1 005 335	1 493 779
01	PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	1 653 190	638 474	1 262 077
02	ASSEMBLEE NATIONALE	13 997	13 997	
03	PRIMATURE	945 066	719 113	774 035
04	COUR CONSTITUTIONNELLE	27 932	3 311	5 000
05	CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL	-	-	
06	HAUT CONSEIL DE LA COMMUNICATION	11 452	-	1 171
07	CONSEIL NATIONAL DE MEDIATION	2 123	-	
08	HAUTE COUR DE JUSTICE	15 325	-	875
09	HAUTE AUTORITE CHARGEE DE LA BONNE GOUV	-	-	
10	AUTORITE NATIONALE DES ELECTIONS	-	-	
11	COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME	-	-	
12	MINISTERE CHARGE DU SGG	64 866	12 656	17 695
13	MINISTERE DE LA JUSTICE	118 027	51 669	76 337
14	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION DU TERRITOIRE	58 558	33 487	26 427
15	MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES	256 143	132 279	105 671
21	MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE	919 246	471 915	1 428 127
22	MINISTERE CHARGE DU DDDR	43 871	6 999	2 310
23	MINISTERE DE L'INTERIEUR	674 825	302 878	543 279
30	MINISTERE DES FINANCES ET DU BUDGET	1 226 042	761 851	456 842
31	MINISTERE DE L'ECONOMIE, DU PLAN ET DE LA COOP	87 350	26 205	16 750
32	MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE	35 452	22 704	11 359
33	MINISTERE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI	5 000	5 000	
40	MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE	1 584 097	1 327 407	1 151 923
41	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	124 221	66 383	158 978
50	MINISTERE DE LA COMMUNICATION ET DES MEDIAS	60 857	20 951	3 601
51	MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA JEUNESSE	411 407	10 803	249 933
60	MINISTERE DE LA SANTE ET DE LA POPULATION	986 834	457 564	770 989
70	MINISTERE DE L'ACTION HUMANITAIRE	35 942	16 833	18 981
71	MINISTERE DE LA PROMOTION DU GENRE	31 928	-	10 826
80	MINISTERE DE L'EQUIPEMENT ET DES TP	30 672	9 600	2 690
81	MINISTERE DE L'URBANISME	77 166	45 680	16 373
82	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT	17 238	-	
83	MINISTERE DES MINES ET DE LA GEOLOGIE	32 871	-	1 500
84	MINISTERE DU DEVELOPPEMENT DE L'ENERGIE	217 434	190 286	92 000
85	MINISTERE DE L'ECONOMIE NUMERIQUE	66 291	36 418	500
90	MINISTERE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE	14 675	3 933	3 293
91	MINISTERE DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES	15 870	6	
92	MINISTERE DE L'AGRICULTURE	36 194	6 456	607
93	MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA SANTE ANIMALE	31 994	8 122	4 200
94	MINISTERE DES EAUX, FORETS, CHASSE ET PECHE	6 637	4 402	872
95	MINISTERE DU TOURISME	53 011	2 406	9 845
96	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DE L'AVIATION CIVILE	110 618	88 517	2 000
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>12 429 259</b>	<b>6 503 640</b>	<b>8 720 845</b>

5/3

### Annexe 3 : Dépenses de Transferts au 1er semestre 2024

Code	Institution / Ministère	Dépenses de transferts		
		Engagé	Ordonnancé	Payé
00	DEPENSES NON REPARTIES PAR CHAPITRES	6 529 846	4 769 279	551 533
01	PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	60 000	47 500	38 750
02	ASSEMBLEE NATIONALE	4 307 190	4 299 690	4 299
03	PRIMATURE	565 844	539 594	189 539
04	COUR CONSTITUTIONNELLE	-	-	
05	CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL	300 000	300 000	299 614
06	HAUT CONSEIL DE LA COMMUNICATION	28 500	28 500	
07	CONSEIL NATIONAL DE MEDIATION	62 514	62 514	25 000
08	HAUTE COUR DE JUSTICE	-	-	
09	HAUTE AUTORITE CHARGEE DE LA BONNE GOUV	106 500	106 500	53 250
10	AUTORITE NATIONALE DES ELECTIONS	1 980 107	1 530 107	674 999
11	COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME	37 500	37 500	24 750
12	MINISTERE CHARGE DU SGG	-	-	
13	MINISTERE DE LA JUSTICE	89 980	83 340	74 565
14	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION DU TERRITOIRE	488 750	488 750	118 242
15	MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES	177 243	50 000	25 000
21	MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE	113 851	103 851	103 325
22	MINISTERE CHARGE DU DDRR	45 000	45 000	23 250
23	MINISTERE DE L'INTERIEUR	63 013	44 500	44 500
30	MINISTERE DES FINANCES ET DU BUDGET	424 499	180 000	156 060
31	MINISTERE DE L'ECONOMIE, DU PLAN ET DE LA COOP	287 000	243 750	157 976
32	MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE	62 500	55 000	62 500
33	MINISTERE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI	-	-	
40	MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE	409 574	409 574	253 516
41	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	656 044	427 722	333 906
50	MINISTERE DE LA COMMUNICATION ET DES MEDIAS	104 790	104 790	34 290
51	MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA JEUNESSE	49 451	38 151	38 150
60	MINISTERE DE LA SANTE ET DE LA POPULATION	1 164 107	801 647	258 771
70	MINISTERE DE L'ACTION HUMANITAIRE	73 183	56 938	85 702
71	MINISTERE DE LA PROMOTION DU GENRE	35 703	35 703	35 702
80	MINISTERE DE L'EQUIPEMENT ET DES TP	397 563	322 563	198 462
81	MINISTERE DE L'URBANISME	47 756	47 756	45 508
82	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT	27 500	27 500	15 000
83	MINISTERE DES MINES ET DE LA GEOLOGIE	87 500	43 750	43 750
84	MINISTERE DU DEVELOPPEMENT DE L'ENERGIE	33 600	33 600	33 600
85	MINISTERE DE L'ECONOMIE NUMERIQUE	1 012 500	945 976	568 759
90	MINISTERE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE	79 875	79 875	28 750
91	MINISTERE DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES	37 160	37 160	2 547
92	MINISTERE DE L'AGRICULTURE	823 125	810 625	355 937
93	MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA SANTE ANIMALE	40 000	20 000	1 941
94	MINISTERE DES EAUX, FORETS, CHASSE ET PECHE	325 710	325 710	319 100
95	MINISTERE DU TOURISME	31 524	9 524	24 524
96	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DE L'AVIATION CIVILE	175 000	162 500	
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>21 341 499</b>	<b>17 756 437</b>	<b>5 305 067</b>

*BVS*

Annexe 4 : Dépenses d'investissements au 1er semestre 2024

Code	Institution / Ministère	Dépenses d'investissement		
		Engagé	Ordonné	Payé
00	DEPENSES NON REPARTIES PAR CHAPITRES	-	-	-
01	PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	24 997	-	-
02	ASSEMBLEE NATIONALE	-	-	-
03	PRIMATURE	310 223	5 749	4 650
04	COUR CONSTITUTIONNELLE	4 499	-	-
05	CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL	-	-	-
06	HAUT CONSEIL DE LA COMMUNICATION	5 900	-	-
07	CONSEIL NATIONAL DE MEDIATION	-	-	-
08	HAUTE COUR DE JUSTICE	-	-	-
09	HAUTE AUTORITE CHARGEE DE LA BONNE GOUV	-	-	-
10	AUTORITE NATIONALE DES ELECTIONS	-	-	-
11	COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME	-	-	-
12	MINISTERE CHARGE DU SGG	29 770	-	-
13	MINISTERE DE LA JUSTICE	87 087	16 983	15 604
14	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION DU TERRITOIRE	57 476	57 476	39 494
15	MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES	-	-	-
21	MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE	1 765 065	1 198 286	421 950
22	MINISTERE CHARGE DU DDRR	28 667	1 000	840
23	MINISTERE DE L'INTERIEUR	19 238	-	-
30	MINISTERE DES FINANCES ET DU BUDGET	1 052 993	835 702	290 544
31	MINISTERE DE L'ECONOMIE, DU PLAN ET DE LA COOP	22 890	-	-
32	MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE	4 750	4 750	31 991
33	MINISTERE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI	21 618	-	-
40	MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE	386 997	229 998	26 008
41	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	237 999	204 999	34 000
50	MINISTERE DE LA COMMUNICATION ET DES MEDIAS	359 221	7 750	17 281
51	MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA JEUNESSE	208 094	200 002	60 220
60	MINISTERE DE LA SANTE ET DE LA POPULATION	62 993	43 499	-
70	MINISTERE DE L'ACTION HUMANITAIRE	-	-	-
71	MINISTERE DE LA PROMOTION DU GENRE	49 987	-	-
80	MINISTERE DE L'EQUIPEMENT ET DES TP	474 529	443 285	126 650
81	MINISTERE DE L'URBANISME	37 997	32 999	27 730
82	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT	156 932	-	-
83	MINISTERE DES MINES ET DE LA GEOLOGIE	-	-	-
84	MINISTERE DU DEVELOPPEMENT DE L'ENERGIE	300 000	170 000	-
85	MINISTERE DE L'ECONOMIE NUMERIQUE	4 998	-	-
90	MINISTERE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE	15 460	2 999	2 520
91	MINISTERE DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES	36 336	-	-
92	MINISTERE DE L'AGRICULTURE	371 675	230 390	196 348
93	MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA SANTE ANIMALE	38 492	13 997	9 141
94	MINISTERE DES EAUX, FORETS, CHASSE ET PECHE	465 048	462 004	104 075
95	MINISTERE DU TOURISME	175 706	-	-
96	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DE L'AVIATION CIVILE	291 503	236 148	42 520
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>7 109 141</b>	<b>4 398 016</b>	<b>1 451 566</b>

6/15

Exécution Budgétaire au 1er semestre 2024

TABLEAU A DOUBLE ENTREE

Institution / Ministère	Prévisions budgétaires	Charges de personnel			Dépenses de biens et services			Dépenses de transfert			Dépenses d'investissement			CUMUL		
		Engagé	Ordonnancé	Payé	Engagé	Ordonnancé	Payé	Engagé	Ordonnancé	Payé	Engagé	Ordonnancé	Payé	Engagé	Ordonnancé	Payé
DEPENSES NON REPARTIES PAR CHAPITRES	32 577 040				2 324 836	1 005 335	1 493 779	6 529 846	4 769 279	551 533	-	-	-	-	-	-
PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	9 867 213	1 527 171	1 527 171	1 288 691	1 653 190	638 474	1 262 077	60 000	47 500	38 750	24 997	-	-	8 854 682	5 774 615	2 045 312
ASSEMBLEE NATIONALE	9 376 886	102 614	102 614	89 045	13 997	13 997	-	-	-	-	-	-	-	3 265 358	2 213 145	2 589 518
PRIMATURE	5 729 321	491 665	491 665	409 799	945 066	719 113	774 035	565 844	539 594	189 539	-	-	-	4 423 801	4 416 301	93 344
COUR CONSTITUTIONNELLE	600 152	240 275	240 275	87 346	27 932	3 311	5 000	-	-	-	-	-	-	2 312 798	1 756 120	1 378 023
CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL	732 962	63 813	63 813	37 361	-	-	-	-	-	-	4 499	-	-	272 706	243 585	92 346
HAUT CONSEIL DE LA COMMUNICATION	257 874	69 554	69 554	58 753	11 452	-	1 171	300 000	300 000	299 614	-	-	-	363 813	363 813	336 975
CONSEIL NATIONAL DE MEDIATION	273 439	67 198	67 198	60 069	2 123	-	-	28 500	28 500	-	-	-	-	115 406	98 054	59 924
HAUTE COUR DE JUSTICE	31 400	-	-	-	15 325	-	-	62 514	62 514	25 000	-	-	-	131 835	129 712	85 069
HAUTE AUTORITE CHARGEE DE LA BONNE GOUVERNANCE	452 324	119 853	119 853	98 456	-	-	-	-	-	-	-	-	-	15 325	-	875
AUTORITE NATIONALE DES ELECTIONS	2 700 000	364	364	432	-	-	-	106 500	106 500	53 250	-	-	-	226 353	226 353	151 706
COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME	75 000	-	-	-	-	-	-	1 980 107	1 530 107	674 999	-	-	-	1 980 471	1 530 471	675 431
MINISTERE CHARGE DU SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT	832 302	206 306	206 306	181 852	64 866	12 656	17 695	37 500	37 500	24 750	-	-	-	-	37 500	-
MINISTERE DE LA JUSTICE	4 682 730	1 694 188	1 694 188	1 358 610	118 027	51 669	76 337	89 980	83 340	74 565	29 770	-	-	300 942	218 961	199 547
MINISTERE DE L'ADMINISTRATION DU TERRITOIRE	4 978 748	499 475	499 475	452 120	58 558	33 487	26 427	488 750	488 750	118 242	57 476	16 983	15 604	1 989 282	1 846 180	1 525 116
MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES	4 400 003	1 449 566	1 449 566	1 184 562	256 143	132 279	105 671	177 243	50 000	25 000	-	-	-	1 104 260	1 079 188	636 283
MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE	42 237 440	18 826 664	18 826 664	16 724 400	919 246	471 915	1 428 127	113 851	103 851	103 325	1 765 065	1 198 286	421 950	1 882 952	1 631 844	1 315 233
MINISTERE CHARGE DU DDDR	697 147	102 002	102 002	92 507	43 871	6 999	2 310	45 000	45 000	23 250	28 667	1 000	840	21 624 826	20 600 716	18 677 802
MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DE LA SECURITE PUBLIQUE	13 938 257	4 298 679	4 298 679	3 906 878	674 825	302 878	543 279	63 013	44 500	44 500	19 238	-	-	219 540	155 001	118 907
MINISTERE DES FINANCES ET DU BUDGET	14 539 986	2 382 950	2 379 450	2 051 663	1 226 042	761 851	456 842	424 499	180 000	156 060	1 052 993	835 702	290 544	5 086 484	4 157 004	2 955 109
MINISTERE DE L'ECONOMIE, DU PLAN ET DE LA COOPERATION	18 859 457	308 678	308 678	302 589	87 350	26 205	16 750	287 000	243 750	157 976	22 890	-	-	5 086 484	4 157 004	2 955 109
MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE	879 897	284 611	284 611	256 167	35 452	22 704	11 359	62 500	55 000	62 500	4 750	4 750	-	705 918	578 633	477 315
MINISTERE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI	615 133	171 140	171 140	154 000	5 000	5 000	-	-	-	-	-	-	31 991	387 313	367 065	362 017
MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE	23 847 038	5 864 362	5 864 362	6 048 759	1 584 097	1 327 407	1 151 923	409 574	409 574	253 516	386 997	229 998	26 008	8 245 030	7 831 341	7 480 206
MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	9 830 035	2 238 497	2 237 610	1 811 978	124 221	66 383	158 978	656 044	427 722	333 906	237 999	204 999	34 000	3 256 761	2 936 714	2 338 862
MINISTERE DE LA COMMUNICATION ET DES MEDIAS	1 253 909	170 524	170 524	153 163	60 857	20 951	3 601	104 790	104 790	34 290	359 221	7 750	-	304 015	208 335	208 335
MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA JEUNESSE	1 784 119	256 559	256 559	228 365	411 407	10 803	249 933	49 451	38 151	38 150	208 094	200 002	60 220	695 392	505 514	576 668
MINISTERE DE LA SANTE ET DE LA POPULATION	23 231 022	2 127 574	2 078 102	1 592 839	986 834	457 564	770 989	1 164 107	801 647	258 771	62 993	43 499	-	4 341 508	3 380 813	2 622 599
MINISTERE DE L'ACTION HUMANITAIRE	2 059 287	135 099	135 099	116 467	35 942	16 833	18 981	73 183	56 938	85 702	-	-	-	244 223	208 869	221 631
MINISTERE DE LA PROMOTION DU GENRE	2 043 947	185 928	185 928	166 747	31 928	-	10 826	35 703	35 703	35 702	49 987	-	-	303 546	208 869	221 150
MINISTERE DE L'EQUIPEMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS	22 414 366	184 302	184 302	165 192	30 672	9 600	2 690	397 563	322 563	198 462	474 529	443 285	126 650	1 087 066	959 750	492 994
MINISTERE DE L'URBANISME	1 285 279	219 539	219 539	196 906	77 166	45 680	16 373	47 756	47 756	45 508	37 997	32 999	27 730	382 457	345 974	286 517
MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE	821 164	216 032	216 032	194 252	17 238	-	-	27 500	27 500	15 000	156 932	-	-	417 702	243 532	209 252
MINISTERE DES MINES ET DE LA GEOLOGIE	1 604 237	184 462	184 462	164 567	32 871	-	1 500	87 500	43 750	43 750	-	-	-	304 833	228 212	209 817
MINISTERE DU DEVELOPPEMENT DE L'ENERGIE	16 741 832	135 793	135 793	122 192	217 434	190 286	92 000	33 600	33 600	300 000	170 000	-	-	686 827	529 680	247 792
MINISTERE DE L'ECONOMIE NUMERIQUE, DES POSTES	4 517 731	194 094	194 094	144 281	66 291	36 418	500	1 012 500	945 976	568 759	4 998	-	-	1 277 883	1 176 488	715 540
MINISTERE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE	838 565	320 730	320 730	249 096	14 675	3 933	3 293	79 875	79 875	28 750	15 460	2 999	2 520	430 740	407 537	283 659
MINISTERE DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES	529 815	149 323	149 323	134 949	15 870	6	37 160	37 160	37 160	2 547	36 336	-	-	238 689	186 489	137 496
MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL	28 442 107	384 954	384 954	346 055	36 194	6 456	607	823 125	810 625	355 937	371 675	230 390	196 348	1 615 948	1 432 425	898 947
MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA SANTE ANIMALE	773 747	201 390	201 390	180 566	31 994	8 122	4 200	40 000	20 000	1 941	38 492	13 997	9 141	311 877	243 509	195 848
MINISTERE DES EAUX, FORETS, CHASSE ET PECHE	3 525 497	371 155	371 155	342 075	6 637	4 402	872	325 710	325 710	319 100	465 048	462 004	104 075	1 168 549	1 163 270	766 122
MINISTERE DES ARTS, DE LA CULTURE ET DU TOURISME	1 078 073	213 643	213 643	191 975	53 011	2 406	9 845	31 524	9 524	24 524	175 706	-	-	473 884	225 574	226 344
MINISTERE DES TRANSPORTS ET DE L'AVIATION CIVILE	4 131 407	169 765	169 765	150 069	110 618	88 517	2 000	175 000	162 500	291 503	236 148	42 520	-	746 885	656 930	194 589
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>320 087 888</b>	<b>46 830 492</b>	<b>46 776 632</b>	<b>41 495 497</b>	<b>12 429 259</b>	<b>6 503 640</b>	<b>8 720 845</b>	<b>21 341 499</b>	<b>17 756 437</b>	<b>5 305 067</b>	<b>7 109 141</b>	<b>4 398 016</b>	<b>1 451 566</b>	<b>87 672 890</b>	<b>75 434 726</b>	<b>56 948 225</b>

13